

Bulletin d'ESI 2/2022  
9 mars 2022

## Expulser l'Océania – Le Conseil de l'Europe et l'agression russe



*L'agression de Poutine*

Chers amis,

Cette semaine, les Etats membres du Conseil de l'Europe doivent prendre des mesures pour expulser la Russie de l'organisation. Demain, le Comité des Ministres discutera le cas de la Russie à Strasbourg.

Le Conseil de l'Europe ne doit pas héberger une dictature qui envahit un Etat voisin et commet des crimes de guerre à grande échelle, tout en bafouant les droits de l'homme de ses propres citoyens pour leur cacher la guerre agressive qu'elle mène. Et pourtant, à l'approche de ce vote historique, certains Etats membres ne sauraient toujours pas comment voter.

Après les développements des deux dernières semaines, laisser les dirigeants russes penser que l'on hésite encore au sujet de l'expulsion de la Russie du club des démocraties européennes serait un signal dévastateur. Cela pourrait certainement être perçu comme si certains en Europe attendent avec impatience le dénouement *prochain* des tensions actuelles, à l'instar des tensions précédentes survenues au cours des dernières années.

Mais, cette fois, la réaction doit être différente.

## Le premier pas: la suspension

Le lundi 21 février le président russe Vladimir Poutine a prononcé un discours glaçant où il a déclaré que l'identité ukrainienne était, elle-même, une fraude. « L'Ukraine moderne est entièrement créée par la Russie, plus précisément par la Russie bolchévique et communiste. » Poutine a également dit qu'il était prêt à montrer ce que signifiait « une véritable *décommunisation* pour l'Ukraine. » Il a ainsi menacé de détruire l'Etat ukrainien par la force des armes.

Le mercredi 23 février, en réponse à ces menaces, ESI a appelé le Comité des Ministres à suspendre, conformément au Statut de l'organisation, les droits de représentation de la Russie au sein du Conseil de l'Europe. Nous avons précisé dans notre bulletin que le président russe Vladimir Poutine avait, en effet (depuis bien longtemps) [déclaré la guerre aux principes](#) inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme :

### Bulletin d'ESI

#### [Suspendez la Russie ! Le Conseil de l'Europe et la nouvelle guerre froide](#)

Le jeudi 24 février, au petit matin, la Russie a déclaré la guerre à l'Ukraine et elle a débuté ses opérations. Un jour plus tard, le vendredi 25 février, les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ont voté la suspension de la Russie. Le résultat de leur vote était clair :

- 42 Etats ont voté en faveur de la suspension
- 2 Etats s'y sont opposés - la Russie et l'Arménie
- 1 Etat s'est abstenu - la Turquie
- 2 Etats n'ont pas pris part au vote - la Serbie et l'Azerbaïdjan

Le communiqué de presse suivant le vote annonçait :

« Conformément au Statut du Conseil de l'Europe, le Comité des Ministres a [décidé](#) aujourd'hui de suspendre, avec effet immédiat, la Fédération de Russie de son droit de représentation au sein du [Comité des Ministres](#) et de l'Assemblée parlementaire, à la suite de l'agression armée contre l'Ukraine par la Fédération de Russie. »

Cependant, selon le communiqué, « la suspension est une mesure temporaire et non finale, qui laisse les voies de communication ouvertes. » Il faut noter que tout cela s'est produit avant que l'étendue de la guerre d'agression de la Russie ne puisse être entièrement saisie.

L'expulsion de la Russie requiert une majorité des deux tiers des voix exprimées par les 47 Etats membres. Officiellement, la proposition pour que le Conseil prenne une telle décision doit être formulée par au moins un Etat membre. Et, la décision elle-même doit se présenter sous la forme d'une demande de retrait. Si la Russie refuse de se retirer, le Comité des Ministres peut décider de l'expulser à la date de son choix.

Le Comité des Ministres doit consulter l'Assemblée parlementaire avant d'inviter un Etat à adhérer au Conseil de l'Europe ou à s'en retirer. Une réunion extraordinaire de l'Assemblée parlementaire pour débattre « des conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » se tiendra les 14 et 15 mars.

Le Comité des Ministres devrait décider de consulter formellement l'Assemblée sur l'expulsion de la Russie lors de cette réunion. Il devrait ensuite agir immédiatement pour inviter la Russie à se retirer.

## 13 jours d'horreur



*Volodymyr Zelensky lors de son discours devant les deux chambres, réunies dans l'enceinte de la Chambre des Communes à Londres*

Le mardi 8 mars, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est adressé aux membres des deux chambres du parlement à Londres. Il a résumé l'évolution de la situation depuis le début de la guerre contre son pays :

### *Le discours de Zelensky devant le parlement*

« Je voudrais vous parler de ces 13 jours de guerre, une guerre que nous n'avons pas commencée, une guerre que nous n'avons pas voulue. Cependant, nous devons mener cette guerre, nous ne voulons pas perdre ce que nous avons, ce qui nous appartient, notre pays, l'Ukraine. De la même manière que vous n'avez pas voulu perdre votre pays lorsque les Nazis l'ont attaqué : De la même manière que vous avez dû vous battre pour la Grande-Bretagne.

Treize jours de guerre... **le premier jour**, à quatre heures du matin, nous avons été attaqués par des missiles de croisière. Tout le monde s'est réveillé, les gens avec des enfants... toute l'Ukraine ! Nous n'avons pas dormi depuis ce jour-là, et, nous nous battons tous pour notre pays, avec notre armée.

**Le deuxième jour**, nous avons dû faire face à des frappes aériennes, et, nos militaires héroïques sur les îles ont tout fait pour se battre. Lorsque les forces russes ont demandé que nous déposions les armes, nous avons continué à nous battre et nous avons ressenti la force de notre peuple qui s'opposait aux occupants jusqu'au bout. **Le lendemain**, l'artillerie a commencé à nous frapper. Notre armée nous a montré qui nous sommes.

**Le quatrième jour**, nous avons commencé à capturer des gens, nous ne les avons pas torturés, nous avons agi humainement, même au quatrième jour de cette terrible guerre.

**Le cinquième jour**, la terreur contre nous a ciblé les enfants, les villes, et, des bombardements sans arrêt ont eu lieu dans tout le pays, visant même les hôpitaux. Cela, loin de nous briser, nous a donné un sentiment de grande vérité.

**Le sixième jour**, des missiles russes sont tombés sur Babi Yar - lieu où les Nazis ont tué des milliers de personnes pendant la Seconde Guerre mondiale. 80 ans plus tard, Babi Yar a été frappé, pour une deuxième fois, cette fois-ci par les Russes. Lors des bombardements, même des églises ont été détruites.

**Le huitième jour**, nous avons vu les chars russes frapper une centrale nucléaire. Chacun a compris que la terreur dont nous faisons l'objet était, en effet, dirigée contre tous.

**Le neuvième jour**, les membres de l'OTAN se sont réunis. Cette réunion n'a pas produit le résultat que nous attendions. Oui, nous avons eu le sentiment que, malheureusement, les alliances ne fonctionnent pas toujours correctement, et que la zone d'exclusion aérienne que nous demandons ne sera pas déclarée.

**Le dixième jour**, les Ukrainiens ont commencé à protester et à se dresser physiquement devant les véhicules blindés russes, pour tenter de les arrêter avec leurs mains.

**Le onzième jour**, les enfants et les villes étaient touchés, ainsi que les hôpitaux, par des missiles et des bombardements constants, et ce jour-là, nous avons réalisé que les habitants des villes entières, des enfants, des adultes, bref tous les Ukrainiens étaient devenus des héros.

**Le douzième jour**, les pertes de l'armée russe ont dépassé les 10,000, avec un général parmi les morts. Cela nous a donné l'espoir de voir ces gens-là, un jour, devant un tribunal qui les jugera pour leur responsabilité.

**Le treizième jour**, dans la ville de Marioupol, attaquée par les forces russes, un enfant a été tué. L'armée russe n'autorise pas l'approvisionnement en nourriture et en eau et les gens ont commencé à paniquer.

Je pense que tout le monde peut comprendre que depuis 13 jours, les habitants n'ont pas d'eau, plus de 50 enfants sont morts. Ce sont des vies d'enfants qui pourraient être épargnées...Mais, ces gens-là en ont décidé autrement, et, ils nous ont arrachés nos enfants. »

Le discours de Zelensky est le récit sommaire de ces deux semaines terrifiantes pour les Ukrainiens. Lors de ces 13 jours, on a vu :

- une intensification des frappes de missiles et des bombardements aveugles sur les villes ukrainiennes ;
- des crimes de guerre systématiques, notamment l'utilisation de bombes à sous-munitions interdites au niveau international, contre des zones résidentielles et des civils à Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine ;
- une grande ville, Marioupol, [privée par les forces russes d'électricité, de chauffage et d'eau](#) depuis le 2 mars ;
- l'ouverture d'une [enquête sur d'éventuels crimes de guerre par la CPI](#).

Human Rights Watch

[« Ukraine: Les habitants de Marioupol piégés par l'offensive russe », 7 mars 2022](#)

## La Russie à l'image de l'Océania – la descente aux enfers



*La Russie, aujourd'hui : l'arrestation d'une survivante de la Seconde Guerre mondiale pour avoir protesté contre la guerre de Poutine*

Dans le même temps, en Russie, les derniers vestiges de médias indépendants ainsi que ce qui restait de la liberté de réunion ont simplement disparu. Selon le quotidien américain, [New York Times](#) :

« Alors que M. Poutine fait la guerre à l'Ukraine, une barricade numérique s'est érigée entre la Russie et le reste du monde. Les autorités russes et les multinationales d'Internet ont construit ce mur à une vitesse vertigineuse. Les mesures prises ont sonné le glas d'un Internet libre qui était autrefois considéré comme un moyen d'intégrer la Russie dans la communauté mondiale.

... Facebook a été bloqué. Twitter a été partiellement bloqué, et l'avenir de YouTube est incertain. Apple, Samsung, Microsoft, Oracle, Cisco et d'autres ont soit suspendu leurs opérations en Russie soit quitté ce pays pour de bon...

Ces actions ont transformé la Russie en un Etat numérique fermé, semblable à la Chine et à l'Iran, qui contrôlent étroitement l'Internet et censurent les sites étrangers et les dissidents. L'Internet chinois et l'Internet occidental sont devenus presque totalement séparés au fil des ans, avec peu de services se chevauchant et peu de communication directe. En Iran, les autorités ont recours à des coupures d'Internet lors de manifestations. »

Ces mesures s'accompagnent de sanctions draconiennes pour toute critique de la conduite de la guerre de Poutine. Le 4 mars, les législateurs russes ont approuvé la criminalisation de la diffusion de "fausses nouvelles" sur l'armée. La peine encourue peut aller jusqu'à [15 ans de prison](#).

La police a procédé à [des milliers d'arrestations dans toute la Russie](#) ces dernières semaines :

« La police fait état de plus de 3,000 arrestations dans tout le pays, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré officiellement pour une seule journée de protestation. OVD-Info, un groupe d'activistes qui suit les arrestations, signale que des détentions ont lieu dans 49 villes russes différentes. »



Hélas, rien de cette répression n'est surprenant. En Russie, les poursuites judiciaires contre Memorial, une ONG de renom dans le domaine de défense des droits de l'homme, ainsi que contre toute opposition politique se sont intensifiées bien avant l'invasion de l'Ukraine.



*Memorial – Dire ses quatre vérités au power*

En décembre 2021, les tribunaux russes ont suivi le raisonnement des procureurs en ordonnant la liquidation de Memorial International et de son Centre des droits de l'homme considérés comme « [agents étrangers](#) ». [Selon ces procureurs](#),

« les activités de Memorial sont, en fait, largement destinées à falsifier l'histoire de notre pays, à reformater progressivement la conscience de masse de la population russe, en effaçant la mémoire des vainqueurs au profit d'une repentance nécessaire concernant l'histoire soviétique. »

[Des remarques révisionnistes](#) figuraient dans le réquisitoire :

« Il est évident que Memorial, ayant capitalisé sur le thème des répressions politiques au XX<sup>e</sup> siècle, a créé une image [délibérément] faussée de l'Union soviétique en la démontrant comme un Etat terroriste... Pourquoi devrions-nous avoir honte d'un passé soi-disant désespéré et nous repentir, au lieu d'être fiers d'un pays qui a gagné une guerre terrible et **libéré le monde du fascisme** ? »

En regardant de près, on peut facilement voir que cela fait partie d'une mobilisation idéologique plus large, et c'est cette mobilisation qui accompagne la guerre de conquête de Poutine. Liberté de réunion, liberté d'information, liberté d'expression : aujourd'hui, il n'y a plus de différence significative entre la Russie et l'Union soviétique ou la Chine, ou encore, l'Iran d'aujourd'hui. [La Russie est en train de redevenir la dictature totalitaire](#) de l'époque précédant la Perestroïka et Gorbatchev, c'est-à-dire, du début des années 1980.



*Le monde selon « 1984 » de George Orwell :  
Guerre est paix  
Liberté est servitude  
Ignorance est puissance*

En fait, la Russie de Poutine se confond de plus en plus avec l'Océania de George Orwell : un lieu de torture et de répression, en guerre permanente avec d'autres puissances pour se légitimer, dirigé par un Parti qui emploie une Police de la Pensée pour poursuivre toute pensée indépendante, et le tout au nom d'un chef dictatorial. L'Océania, pourrait-elle rester membre du Conseil de l'Europe et ce dernier conserver sa crédibilité ?

### **Le prochain pas: l'expulsion**



*Le Comité des Ministres à Strasbourg*

Après la suspension de la Russie survenue le 25 février, Pyotr Tolstoy, le chef de la délégation russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a expliqué sur *Telegram* qu'un Conseil de l'Europe sans la Russie était *impossible*. Tolstoy a également laissé entendre que la

Russie était prête à demeurer membre de l'organisation si le Conseil de l'Europe revenait sur sa décision :

« Maintenant, la reprise de notre conversation dépendra du Conseil de l'Europe. Nous, les Russes, n'allons pas changer. »



*Pyotr Tolstoy – Marija Pejcinovic Buric*

Tolstoy a ensuite répété les mensonges qui ont justifié l'invasion russe en Ukraine :

« Jusqu'au dernier moment, nous avons essayé de faire comprendre notre position : le génocide des Russes en Ukraine a duré huit ans. Des civils sont morts dans le Donbass, il était interdit pour les familles qui y vivaient de recevoir une éducation et de parler le russe. »

Le 4 mars, la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, a invité les autorités russes

« à cesser immédiatement et sans condition les hostilités et à revenir à la diplomatie et au dialogue... Mais si ce n'est pas le cas, le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire iront de l'avant, dans le sens d'une expulsion. »

Le 8 mars, c'était le tour des responsables du Conseil de l'Europe d'inviter, par le biais d'une [déclaration commune](#), la Fédération de Russie

« à cesser immédiatement et sans condition ses opérations militaires en Ukraine »,

« à s'abstenir de lancer des attaques militaires contre les personnes civiles et les biens de caractère civil, à assurer la sécurité des établissements de santé, du personnel médical et des véhicules de secours, à assurer l'accès sans entrave de la population civile à des voies d'évacuation sûres, aux soins de santé, à la nourriture et aux autres fournitures essentielles, ainsi qu'à assurer le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire et la circulation des travailleurs humanitaires »,

et, à se conformer « aux principes et valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, que notre Organisation représente, sur son propre territoire. »

Cette déclaration se termine en effet, par un avertissement : Le Conseil de l'Europe continuera « à suivre la situation de près » et reste déterminé « à prendre de nouvelles mesures. »



## **Le maintien de la Russie dans le Conseil de l'Europe est devenu injustifiable**

Certains craignent que l'expulsion de la Russie du Conseil de l'Europe prive les Russes de la protection de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

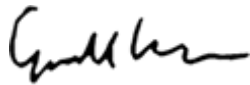
En réalité, aujourd'hui déjà, les citoyens qui contestent le régime n'obtiennent aucune protection. Il serait absurde de penser que, dans les conditions actuelles, le bilan catastrophique de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme s'améliore. Au contraire il ne fera que s'empirer. Le maintien d'Alexey Navalny en détention provisoire en est une preuve évidente.

L'expulsion de l'Etat russe doit se traduire par une attention accrue, et non moindre, portée aux défenseurs russes des droits de l'homme. Il y avait des dissidents en Russie avant que celle-ci ne rejoigne le Conseil de l'Europe.

Certains craignent aussi que l'expulsion de la Russie ne marque une rupture définitive. C'est faux. Le jour où la Russie redeviendra une démocratie, elle devrait être accueillie à bras ouverts. C'est ce qui est arrivé à la Grèce après la chute de sa junte militaire.

Aujourd'hui, hélas, c'est une vision lointaine. C'est aujourd'hui que la Russie doit être expulsée du Conseil de l'Europe pour que ce dernier demeure crédible et pour qu'il accueille un jour, dans son giron, une Russie différente.

Sincèrement,



Gerald Knaus

Twitter: [@rumeliobserver](https://twitter.com/rumeliobserver)

## Lectures et vidéos recommandées :

**Tagesschau:** [Diesen Schutz erhalten Ukraine-Flüchtlinge](#), 8 mars 2022

**Vorarlberg Live:** [Entretien télévisé avec Gerald Knaus](#), 8 mars 2022



**ZDF:** [Gerald Knaus est invité sur le plateau de l'émission télévisée « Talk Show - Markus Lanz », 25 février 2022](#)

Aussenpolitik

### "Die Zeit der leeren Phrasen ist vorbei"



Wie die EU ihre Wirtschaftsmacht einsetzt und sich plötzlich als geopolitischer Akteur wiederfindet: Der Soziologe und Migrationsforscher Gerald Knaus im Gespräch.

07. März 2022 - 11:30

**Swissinfo.ch:** [« Die Zeit der leeren Phrasen ist vorbei », 7 mars 2022](#)

**En russe:** [« Время пустых фраз прошло »](#)

**En italien:** [« Il tempo delle frasi vuote è finito »](#)

**Die Welt:** [« Migrationsforscher Knaus hält bis zu zehn Millionen Flüchtlinge für möglich », 5 mars 2022](#)

### Migrationsforscher Knaus rechnet mit bis zu zehn Millionen Flüchtlingen

Stand: 11:39 Uhr



Migrationsforscher Gerald Knaus rechnet mit bis zu zehn Millionen Flüchtlingen aus der Ukraine. Im WELT-Gespräch erklärt er, warum er von dieser Zahl ausgeht und welche Unterschiede es zur Flüchtlingskrise aus dem Jahr 2015 gibt.

Quelle: WELT

Wegen der aktuellen Dynamik geht Migrationsforscher Gerald Knaus von bis zu zehn Millionen Flüchtlingen aus der Ukraine aus. Er glaubt, dass Europa vor der „dramatischsten Flüchtlingskrise seit dem Zweiten Weltkrieg“ steht.



**ZDF:** [« Es könnten bis zu 10 Millionen Flüchtlinge werden »](#), 5 mars 2022

**WDR Aktuelle Stunde:** [« Studiogespräch: Gerald Knaus, Soziologe und Migrationsforscher »](#), 3 mars 2022

**Welt TV:** [« Man soll von hohen Zahlen ausgehen, aber wissen tut das niemand »](#),  
28 février 2022

*Avec le soutien précieux de la Fondation Mercator*

STIFTUNG  
MERCATOR